Horace MINER (1912-1993)

Anthropologue, Université de Chicago

(1938)

“Le changement dans la culture rurale canadienne-française”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Horace MINER (1912 - 1993)

“Le changement dans la culture rurale canadienne-française”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Marcel Rioux et Yves Martin, *La société canadienne française*, pp. 77-89. Montréal : Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1971, 404 pp. [Version française d'un article tiré de : *The American Journal of Sociology*, XLIV, November 1938, 365-378.]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 9 juin 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Horace MINER (1938)

**"Le changement dans la culture rurale
canadienne-française"**

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Marcel Rioux et Yves Martin, *La société canadienne française*, pp. 77-89. Montréal : Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1971, 404 pp. [Version française d'un article tiré de : *The American Journal of Sociology*, XLIV, November 1938, 365-378.]

Horace MINER (1938)

"Le changement dans la culture rurale canadienne-française".

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Marcel Rioux et Yves Martin, *La société canadienne française*, pp. 77-89. Montréal : Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1971, 404 pp. [Version française d'un article tiré de : *The American Journal of Sociology*, XLIV, November 1938, 365-378.]

Ce n'est que récemment que le Canada français a commencé à susciter chez les sociologues l'intérêt que justifierait l'originalité de sa situation sur le plan culturel. On a déjà abordé le problème des relations entre Français et Anglais dans le Québec, tout particulièrement par référence aux milieux urbains.¹ Dans la présente étude, nous nous proposons de nous attacher à la nature et aux mécanismes du changement culturel chez les Canadiens français qui ne sont pas bilingues et qui n'ont pas de contacts immédiats avec les Anglais.

Les matériaux sur lesquels nous nous appuyons ici ont été recueillis au cours d'un séjour d'enquête à Saint-Denis, l'une de ces vieilles paroisses qui ont conservé leur caractère traditionnel.² Les premiers à s'établir sur les terres de la paroisse l'ont fait vers 1680 ; plusieurs terres appartiennent à la même famille depuis neuf générations. La paroisse conserve sa vieille économie, basée sur une agriculture géné-

¹ Everett C. Hughes, « The French-English Margin in Canada », *The American Journal of Sociology*, XXXIX, 1, July 1933, 1-11.

² Notre séjour d'enquête dans la paroisse a duré onze mois et il nous a été rendu possible grâce à une subvention du Social Science Research Council. L'auteur tient à exprimer sa gratitude à l'endroit de cet organisme.

rale, sans spécialisation marquée. Il n'y a aucun résident anglais, même pas durant l'été. À propos de chacune des manifestations de la vie collective à Saint-Denis, on peut néanmoins relever des changements culturels dont l'origine remonte à une ou deux générations. La culture rurale canadienne-française s'est modifiée davantage durant les quarante dernières années qu'elle ne l'avait fait durant le siècle précédent. Une analyse minutieuse de la structure sociale de la paroisse a révélé la direction de ces changements et indiqué les raisons de cette évolution des coutumes. Ici, notre attention va se porter exclusivement sur les problèmes liés à cette disparition des vieilles traditions et à la diffusion des traits typiquement urbains à la campagne.

L'organisation sociale des ruraux français du Canada est en train de perdre son caractère traditionnel. Les chansons populaires n'ont plus dans la vie la place qu'elles y tenaient et les légendes n'ont plus leur attrait d'antan. La médecine traditionnelle disparaît plus lentement, mais le médecin et l'infirmière de la santé publique gagnent du terrain. Pourtant, plusieurs traits de la culture traditionnelle sont si intimement liés à l'économie familiale, fermée et rigide, qu'ils ont résisté au changement avec un succès remarquable. Ainsi, on bat le lin, on file et tisse encore la laine, et on confectionne des vêtements avec cette étoffe locale. La famille cuit son pain dans des fours extérieurs. On fait le savon dans de grands chaudrons.

Plusieurs traits ont résisté au changement mais on détecte plusieurs signes de modifications. Chacune des fermes a sa batteuse. Toute la laine est cardée au moulin. Certains vêtements sont achetés en magasin ou par catalogue et les modes de la ville ont une valeur sociale dans la localité. Un boulanger fait la tournée de la paroisse deux fois par semaine. On commence à acheter du savon au magasin local ; on ne fait plus la lessive servant à la fabrication domestique de savon. Ces faits révèlent des tendances qui vont dans le sens de l'industrialisation et de l'urbanisation : on acquiert des habitudes urbaines. On ne saurait expliquer de tels changements simplement par la proximité des

deux cultures - urbaine et rurale - ni par une élévation du niveau de vie, puisque le standard de vie des familles de journaliers a baissé.

La transformation culturelle qui est en voie de s'opérer consiste fondamentalement en un accroissement de la dépendance de la société locale par rapport à la grande civilisation industrielle à laquelle elle est en train de s'incorporer. L'ancienne structure sociale, de même que les sanctions et les normes qui s'y rattachaient, s'appuyaient sur une économie agricole indépendante, autosuffisante. À l'exception d'un petit nombre de denrées qu'il fallait acheter, tous les besoins des individus pouvaient être satisfaits avec des techniques en usage dans la localité et des matériaux produits sur place. Aussi longtemps que l'indépendance locale s'est maintenue, on ne se préoccupait pas des conditions économiques et sociales du reste du monde. Cette économie autosuffisante reposait sur un système familial qui assurait la main-d'oeuvre nécessaire pour nourrir et habiller les habitants sans recourir à la machinerie agricole. Les outils et l'équipement simples dont on avait besoin, on les fabriquait sur place. Une telle économie et un tel système familial ne pouvaient durer que dans la mesure où, constamment, de nouvelles terres étaient accessibles à ceux des enfants qui n'héritaient pas de la terre familiale. Ces conditions ont prévalu en Nouvelle-France pendant plus de deux cents ans.

Durant la période de colonisation et d'expansion, les paroisses rurales ne dépendaient pas d'une économie monétaire. La monnaie d'une demi-douzaine de pays avait alors cours en Nouvelle-France.³ Pour acheter une carriole, ou pouvait utiliser ou bien le surplus de la récolte ou bien la valeur monétaire qu'on avait pu obtenir en échange de ce surplus. Les difficultés du transport favorisaient les échanges en mon-

³ Cette hétérogénéité, qui n'a disparu que longtemps après la Conquête, se reflète dans le vocabulaire qu'on utilise encore à propos de la monnaie unique qui a cours aujourd'hui. On emploie les mots Piastre et sou plutôt que « dollar » et « cent » ; l'expression trente sous correspond à l'ancien équivalent, le « vingt-cinq cents ». Le mot louis n'est disparu qu'au cours des cinquante dernières années.

naie plutôt que le troc. Mais les grandes villes n'étaient faciles d'accès que pour quelques paroisses seulement. On utilisait moins la monnaie dans les paroisses éloignées, puisque leurs habitants n'allaient jamais à la ville ; même les échanges avec les colporteurs se faisaient souvent en espèces.

Durant la seconde moitié du XIXe siècle, les jeunes gens ont été forcés d'aller de plus en plus loin pour trouver des terres sur lesquelles s'établir. À cette époque, les fils de cultivateurs accédaient rarement à des études supérieures, leurs parents ne disposant pas des ressources nécessaires pour leur assurer une formation professionnelle. De nouvelles paroisses de colonisation, comme celles de la région du Lac-Saint-Jean, ont pu absorber une partie des nouvelles générations. Les terres devenaient toutefois de plus en plus rares. Le passage d'une économie autosuffisante à une économie dépendante ne saurait mieux s'expliquer que par cette référence au besoin de terres nouvelles. En d'autres termes, les conditions du milieu, en fonction desquelles s'était constituée la structure sociale, ont été modifiées sous la pression du système social lui-même. Par suite de tels changements sur le plan du peuplement, des problèmes nouveaux se sont posés à cette société auparavant adaptée à des exigences géographiques spécifiques ; la société a dû se transformer pour faire face à ces problèmes.

De ce qui précède, on peut tirer un enseignement pour l'étude de l'intégration culturelle. Non seulement faut-il considérer le degré d'intégration à l'intérieur d'une société, mais aussi le degré d'adaptation de la culture à l'habitat. ⁴ Si cette adaptation de la société à l'environnement est mal réussie, à court terme, sur le plan économique, le degré d'intégration des éléments proprement sociaux fondés sur l'économie sera faible. Par ailleurs, si l'adaptation se révèle inadéquate en longue

⁴ On parle d'« intégration interne » dans le premier cas et d'« intégration externe » dans le second.

période, le degré d'intégration des éléments proprement sociaux peut se maintenir à un niveau élevé pendant des siècles. ⁵

La culture canadienne-française se caractérisait autrefois par un degré élevé d'intégration sociale interne fondée sur un ajustement à court terme aux conditions du milieu. Il a fallu deux siècles pour qu'apparaisse la faiblesse de cette adaptation au territoire. Une fois le problème posé, la société a cherché à s'adapter, à s'intégrer de façon plus adéquate à son environnement. Elle a alors assimilé des éléments du milieu social américain, c'est-à-dire d'un milieu tout à fait différent de l'environnement purement physique en fonction duquel la culture canadienne-française s'était initialement constituée. À mesure qu'augmentait sa dépendance à l'égard d'un univers nouveau et instable, la culture devenait de plus en plus exposée aux vicissitudes d'une culture industrielle elle-même très faiblement intégrée.

Le manque de terres a suffi à créer le problème structurel de la société ; c'est par référence à ce facteur que l'on peut comprendre comment le changement est devenu une nécessité et que l'on peut expliquer certains des changements déjà réalisés. Une plus large part du changement n'est toutefois liée qu'indirectement au problème structurel fondamental. La diminution des terres disponibles a forcé les parents à trouver de nouveaux débouchés pour leurs enfants. Procédant de façon empirique, la société a tenté de résoudre le problème qui la confrontait. Étant donné le mode traditionnel de peuplement, les tensions suscitées par la rareté des terres disponibles devinrent progressivement plus aiguës. Il n'y a pas eu abandon subit des habitudes traditionnelles ; on a tout simplement cherché de plus en plus intensément à découvrir des orientations nouvelles. Celles-ci, dans tous les cas, impliquaient une dépendance accrue par rapport à la civilisation industrielle encerclant la culture traditionnelle. La diffusion dans les campagnes des éléments matériels et intellectuels de la culture urbaine aura été une caractéristique de la dépendance croissante du monde

⁵ Il s'ensuivrait sans doute alors un certain dépérissement de l'habitat local.

rural.⁶ En raison de la rareté des terres arables encore disponibles, la réponse au problème des débouchés fut d'instruire les enfants ou de leur acheter le lot de fermiers disposés à s'établir dans des régions éloignées. Ces deux solutions impliquaient des changements radicaux de structures sociales. Elles exigeaient, l'une et l'autre, du capital liquide. La seule façon de se le procurer était d'écouler dans les villes l'excédent des produits du sol. Mais l'utilisation des modes traditionnels de culture ne dégagait aucun surplus de production. On travailla donc à transformer les techniques, grâce à l'active collaboration des représentants d'une société industrielle urbaine appelée à absorber les surplus. Le principal changement fut l'apparition de machines agricoles non complexes - herse, moissonneuses, lieuses, petites batteuses. La pratique de l'assolement fut également introduite. Ces innovations permirent un accroissement de production et engendrèrent des surplus agricoles. Quant à l'élevage, la commercialisation en diminua la dépendance à l'égard des facteurs non commerciaux traditionnels, cependant que les excédents de récolte laissaient de quoi nourrir un plus grand nombre d'animaux. Ce double surplus donna au cultivateur l'argent dont il avait besoin pour installer ses enfants mais lui fit perdre sa vieille indépendance économique. L'agriculteur eut en effet à consacrer une partie de ses surplus à l'achat de biens matériels qu'il ne pouvait pas produire. De façon plus décisive encore, les fluctuations du marché de ce même marché qui dispensait l'argent nécessaire à l'avenir des enfants, déterminèrent de plus en plus étroitement les conditions de leur établissement. Achat de produits et établissement des enfants placèrent le cultivateur dans une double dépendance à l'égard des villes, non pas sous l'angle de la subsistance familiale qu'assurait l'économie traditionnelle, mais en raison des efforts pour garantir l'établissement des fils.

⁶ L'effort organisé des villes en vue d'exporter leur culture matérielle vers la société emprunteuse, c'est-à-dire la volonté de « créer un marché », constitue une caractéristique originale de la diffusion de la société industrielle.

Tandis que se renouvelaient les méthodes de production agricole, un autre débouché vint s'offrir aux jeunes gens non lotis : le travail en usine, l'embauchage dans les villes. Le besoin de main-d'oeuvre provoqua l'émigration d'un grand nombre de fils de fermiers vers les régions urbaines des États-Unis et du Canada. Cette nouvelle forme d'établissement économique acheva de résoudre le problème de structure lié à la disparition des terres disponibles. Il faut noter que, tout comme les autres solutions, celle-ci exprima un environnement original, d'un type social et non plus physique. Que ce nouvel environnement fut instable, au rebours de l'ancien, c'est ce que la dépression économique permit de découvrir. Il se pouvait que les intempéries saisonnières eussent été la cause, une fois par siècle, de la perte totale des récoltes. jamais, toutefois, elles n'avaient disloqué l'économie agricole aussi radicalement qu'y parvint l'émigration vers les villes des fils des agriculteurs. Le marché du travail, loin de se raréfier progressivement à l'instar des terres, se ferma brutalement. De même, les surplus agricoles ne trouvèrent plus de débouchés, la chute de leurs cours entraînant la perte des investissements dont la nouvelle économie avait chargé les exploitations agricoles.

Sans doute les habitants souffrirent-ils moins de ces bouleversements que les autres catégories sociales de l'Amérique du Nord. Ils étaient demeurés attachés, dans une large mesure, à leur économie indépendante. L'instinct de conservation les avait empêchés de pratiquer la monoculture. Ils pouvaient encore nourrir et habiller leur famille à l'abri des fluctuations industrielles. Mais, une fois de plus, ils se trouvaient aux prises avec le même vieux problème : comment installer leurs enfants ? Les mécanismes d'ajustement de la société n'avaient pas joué. Le Canada français rural se situe au coeur de ce conflit structurel.

Avant d'analyser les réactions sociales récentes à ce problème, examinons l'influence que le passage de l'indépendance à la dépendance exerce sur la culture d'une communauté. Nous avons déjà souligné la perte de stabilité qui résulte du bouleversement économique.

Une modification des valeurs sociales en a été la conséquence. Dans le schéma de la culture traditionnelle, un jeune homme aspirait à posséder une ferme tout comme son père. Il modelait en conséquence son comportement sur celui des cultivateurs auxquels, plus tard, il s'identifierait complètement. Mais voici qu'une grande partie de la jeunesse nouvelle sait qu'elle ne pourra jamais exploiter une ferme et qu'elle devra trouver du travail en ville. Les valeurs de ce groupe subissent de plus en plus l'influence de la ville. Pour ces jeunes gens, les modes de vie urbaine ont une valeur déterminante. En effet, plus ils parviennent à s'identifier avec la ville, meilleures y sont leurs chances de succès. Les modèles culturels traditionnels sont encore assez forts pour retenir les jeunes filles d'aller elles-mêmes en ville chercher du travail, à l'instar des hommes. Mais ils ne le sont plus assez pour les empêcher de désirer un tel travail et d'occuper un emploi qu'elles trouveront par l'intermédiaire des parents et amis. L'émigration féminine vers les grandes cités prend moins d'ampleur que l'émigration masculine. Mais les filles de la campagne adoptent les modes et les habitudes de la ville pour plaire aux hommes qui ont dessein d'y émigrer. Ainsi, les valeurs urbaines deviennent également importantes pour les filles.

Si les jeunes gens à vocation citadine venaient d'un groupe de familles différent de celui des jeunes gens à vocation rurale, on verrait probablement se développer deux groupes d'habitudes distincts. En réalité, les membres de ces deux groupes appartiennent aux mêmes familles ; la solidarité familiale assure la diffusion des modes de vie urbains parmi les jeunes de mentalité rurale. Toutefois, les jeunes gens dont l'habit et le comportement portent le plus manifestement la marque citadine sont ceux que l'établissement en ville intéresse. Sans doute existe-t-il une séparation entre deux groupes de familles dont - ainsi que nous venons de l'indiquer - les intérêts sont différents. Ce sont d'une part, les familles de propriétaires, de l'autre, les non-propriétaires ou les journaliers. L'économie très restreinte de ce dernier groupe tend à réprimer chez lui la tendance à l'adoption des modes urbains.

À ces facteurs d'un changement de valeurs, ajoutons-en un autre. Il faut rappeler que nombre de cultivateurs et rentiers adultes avaient passé plusieurs années aux États-Unis. Cette rupture d'un isolement qui s'inscrivait dans le prolongement de la culture traditionnelle produisit ses effets. Il suffit alors d'un court séjour dans les centres industriels américains pour provoquer un déplacement des valeurs, bien que plusieurs éléments de l'existence traditionnelle persistassent dans ces agglomérations. L'évolution des coutumes de deuil se comprend mieux sous l'angle de ce mouvement de retour des villes. C'est selon la variété de semblables voies que commença la diffusion des modes urbains. L'élargissement de l'éducation, l'introduction des journaux, de la radio et de la publicité ont soutenu et développé la conscience de la valeur des pratiques citadines. Certes, la diffusion de ces modèles ne vient que de commencer, car l'étroitesse de l'économie familiale l'a contrecarrée jusqu'à présent. Mais la disparition de l'isolement qu'entraîne le développement de divers types de mobilité sociale a créé les conditions d'un contact social grâce auquel le rayonnement culturel devient possible. Le caractère forcé des changements qui ont conduit à une économie de dépendance explique l'acceptation de nouveaux traits culturels.

L'adoption d'éléments propres à la ville rend la société locale dépendante des centres urbains pour le maintien de sa nouvelle culture mixte. Les nouveaux traits culturels subissent une modification qui leur permet de s'intégrer au schéma culturel traditionnel. Cette transformation qui s'opère au sein de processus de diffusion est chose courante dans tout rapport entre deux cultures. Lorsque la différence entre ces cultures est grande, l'insertion d'un seul trait nouveau fait varier considérablement les deux contextes. Même lorsque la différence n'est que celle de deux cultures « occidentales », les traits empruntés se modifient dès leur adoption. Le jeu du croquet, parce qu'il est anglais, prend un sens de classe à travers l'emprunt qu'en font les Français. La connaissance du bridge est pareillement une marque de distinction. Les recettes culinaires de l'étranger tirent une signification sociale de leur origine ; elles donnent des mets que l'on sert souvent « dans les

grandes occasions ». La nouvelle association des traits culturels ne dépend pas toujours du rapport entre Anglais et Français ou de la ville et de la campagne. Monté sur un rouet, un moteur électrique devient l'image d'une combinaison hardie mais naturelle d'éléments culturels nouveaux et traditionnels. Un joueur d'harmonica adopte la technique du battement de pieds et le répertoire du violonneux. L'harmonica se plie ainsi au schéma culturel du violon. Des combinaisons inattendues d'éléments nouveaux prennent forme ; elles deviennent réglementaires. Le port de guêtres par-dessus les galoches est pratique pour empêcher la neige fondante de pénétrer dans les souliers. Les jeunes gens voient généralement dans un tel assemblage la bonne manière de porter ces effets.

Les fondements de la culture traditionnelle sont en mesure de s'adapter à ces emprunts. Il devient habituel à présent de satisfaire par l'emprunt les besoins culturels. Auparavant, la culture locale était capable de leur apporter ses propres réponses. Celles-ci constituaient bien entendu des traits nouveaux, mais c'était des traits locaux fondés sur une culture locale. La nécessité avait donné à la plâtée le sens, communément accepté, d'une unité de mesure comparable à n'importe quelle autre. Les toits droits avaient très naturellement donné naissance aux toits courbes, les porches surélevés aux galeries. Les nouveaux dessins de tissage et les édretons boutonnés étaient l'expression achevée de manières simples et anciennes de tisser. Mais les nouveaux traits culturels qui viennent de l'extérieur s'appuient sur un fond étranger et, par conséquent, dépendent pour leur développement d'une culture externe. La batteuse fut d'abord actionnée par un moulin à vent, ensuite par des chevaux de trait, elle l'est aujourd'hui par des moteurs à essence, demain peut-être elle le sera par des moteurs électriques. Chacune de ces étapes prit naissance en dehors de la paroisse. À la longue, le cultivateur adopta ces changements. A vrai dire, son retard à les assimiler fut souvent si long qu'il pouvait sauter l'une des étapes. Chaque étape franchie le trouvait plus dépendant. Au début, il n'avait besoin que des éléments avec lesquels il était déjà familier : le vent et les chevaux. Puis, il lui fallut acheter de l'essence. Bientôt, il

paiera de l'électricité. Il est de plus en plus soumis aux produits du monde extérieur. Pour se les procurer, il doit vendre une valeur égale de produits locaux et ainsi se mettre en relation avec un marché de consommation sur lequel il n'exerce aucun contrôle. Au temps de son autonomie, il avait maîtrisé tous les facteurs économiques qui influençaient son existence.

Pour repérer les caractéristiques et l'origine de l'emprunt culturel, aucune technique n'est peut-être aussi utile que l'analyse du vocabulaire emprunté. La base théorique d'une telle étude suppose que les mots empruntés le sont en raison de leur association avec les éléments pris à une culture matérielle ou immatérielle.⁷ L'analyse des emprunts linguistiques indiquera, sur cette base, la nature de la diffusion culturelle plus concrète qui s'est manifestée. L'application d'une telle technique à l'ensemble des mots anglais en usage au Canada français révèle clairement la nature de cette diffusion. Les traits culturels caractéristiques d'une ville industrielle étant ici ceux d'agglomérations à domination anglo-américaine, la diffusion linguistique reflète aussi bien l'urbanisation que l'anglicisation. Des sept cents mots anglais de base en usage au Québec, seule la moitié sont d'emploi habituel à Saint-Denis.⁸ L'autre moitié a cours dans les villes, non à la campa-

⁷ N'en prenons pour exemple que l'emploi, en anglais, de mots français associés à la nourriture, à son apprêt, à sa présentation. Ces mots sont venus de France en même temps que le genre de cuisine qu'ils désignent.

⁸ Le parier populaire des Canadiens français de N.E. Dionne (Québec, 1909) dénombre 945 mots d'origine anglaise. Cette liste contient des répétitions. Leur élimination a laissé 700 mots. Nous avons retranché les variantes de la prononciation (« marshmallow » et mâche-mâlo) et les dérivatifs qui en sont le rappel (grocerie pour « groceries » et « groceur »). À la campagne, cette liste de base n'a que peu grossi depuis 1909, bien qu'à cette époque là la proportion des emprunts linguistiques fut de beaucoup moindre dans le pays que ce qu'elle est aujourd'hui, les contacts les plus importants s'étant produits depuis. Parce qu'elles sont le lieu de contacts plus constants entre les deux cultures, les villes ont toujours recouru davantage à l'emprunt. L'emploi de certains mots nouveaux, non compris dans la liste (zippeur, radio, gaz), est principalement la conséquence d'innovations dans l'ordre de la culture matérielle et technique.

gne. Le vocabulaire anglais pratiqué à Saint-Denis est sans rapport avec les connaissances linguistiques acquises à l'école. On peut dire que pratiquement aucun mot anglais ne s'infiltré dans le vocabulaire par ce canal. Les cultivateurs de la paroisse qui ont travaillé aux États-Unis ont une connaissance plus étendue de l'anglais. L'autochtone ne se rend pas compte qu'il se sert de mots qui, la plupart du temps, ne sont pas français. Le vocabulaire anglais de la technique - notamment celui des moyens de locomotion -, de l'habillement, des affaires et de la correspondance est très familier. Cette familiarité indique un contact plus étroit avec ces choses au niveau des objets et des concepts. De même sont très répandues les expressions anglaises se rapportant à la politique et à l'administration publique.

Mais revenons aux changements structurels dont la société est le théâtre, changements qui créèrent les conditions favorables à la diffusion des caractéristiques urbaines ⁹. L'évolution dont la dernière génération a été le témoin et dont la crise a été le point culminant est considérable. Au cours de la décennie se terminant en 1931, 49 pour cent des 406,800 personnes qui émigrèrent de la campagne à la ville étaient des Québécois. L'exode rural au Québec, pendant cette période, représente 19.2 pour cent de l'ensemble de la population rurale de la province en 1921. Durant la même période, la superficie des terres cultivées n'a augmenté que de 1.09 pour cent et le nombre de travailleurs rémunérés dans l'agriculture, seulement de 3.8 pour cent. Ces chiffres démontrent éloquemment ce qui était en train d'advenir de ceux qui n'héritaient pas de la terre. ¹⁰

⁹ Jean C. Cameron et W.B. Hurd, « Population Movements in Canada, 1921-1931 : Some Further Considerations », *Canadian Journal and Political Science*, 1, (1935), 222-245.

¹⁰ Cette évolution est déjà ancienne. En 1881, 77 pour cent de la population du Québec était rurale. En 1931, la proportion n'était plus que de 37 pour cent. Elle ne s'est guère modifiée depuis. Voir Annuaire statistique, 1936, Ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce du Québec, Québec, Imprimeur du Roi, 1937.

Par suite de la fermeture pratiquement complète des débouchés urbains, aujourd'hui encore très restreints, on tenta, par l'exploitation de nouvelles terres, de caser le surplus de population agricole.¹¹ Selon un haut fonctionnaire des Chemins de fer nationaux, le surintendant de la Colonisation, 75,000 jeunes campagnards sont des colons en puissance et leur nombre s'accroît chaque année de 8,000. Si, avec l'aide financière du gouvernement, on mettait en exploitation toutes les terres possibles, leur total serait de 150,000 nouvelles fermes.¹² Cela ne constituerait évidemment qu'une solution à court terme.

En dehors de l'ouverture de nouveaux débouchés à la ville et à la campagne, la seule solution est la réduction du taux de natalité. L'Église, qui joue un rôle vital dans les paroisses rurales, s'oppose formellement à une telle perspective. La réponse des villes au même problème est l'affaïssement rapide de la natalité. Mais les campagnes n'ont pas connu à un degré comparable la disjonction de la culture traditionnelle et les sanctions habituelles y demeurent plus fortes. Toutefois, même les régions rurales accusent une régression de la natalité, régression partiellement liée à un accroissement du nombre des célibataires. Il reste que la diminution du taux de la natalité rurale est inférieure à celle du taux provincial, cependant que la mortalité, en raison notamment de l'abaissement de la mortalité infantile, diminue dans les campagnes au même rythme que dans l'ensemble de la province. Le rapprochement de ces deux facteurs nous amène à constater que le taux d'accroissement naturel dans les régions agricoles est demeuré bien plus stable que le taux provincial de décroissance. La légère diminution de la natalité rurale est presque annulée par la baisse du taux de mortalité, de sorte que la poussée démographique reste la même.

¹¹ Les Français aussi bien que les Anglais ne manifestent aucun empressement à permettre l'installation d'émigrants français dans l'Ouest du Canada. Les deux groupes redoutent également les problèmes que soulève l'existence d'enclaves canadiennes-françaises catholiques.

¹² Compte rendu d'un discours de M. Lanctôt dans le journal *L'Action catholique*, édition du 5 avril 1937.

FIG. 1

La configuration actuelle de l'organisation sociale de Saint-Denis montre à quels changements a conduit cette poussée interne. Les catégories sociales les plus larges de la paroisse apparaissent de façon schématique sur le graphique 1. Le cercle représente l'ensemble de la collectivité locale. Les diverses divisions indiquent approximativement, par leur étendue, les fractions de population qui s'y trouvent. La flèche qui vient appuyer le cercle désigne le prestige, le rang social le plus haut trouvant place au sommet. la section qui lui correspond est marquée de la lettre A. Elle groupe toutes les personnes à ce point distantes de la société paroissiale qu'elles ne mènent pas leur vie sociale habituelle avec les autres paroissiens. Lorsqu'elles s'y essaient, leur tentative engendre une tension ou un malaise particuliers. Cette section comprend le curé, ses proches, ceux des curés précédents, le sénateur, sa famille et ses proches. Ces personnes ne doivent leur rang à rien qui concerne la société locale. Ils le doivent au contact qu'ils ont eu avec le monde extérieur duquel ils ont reçu un prestige infiniment

supérieur à tout ce que la paroisse peut donner. Il est clair, de ce fait, qu'il est parfaitement possible de passer des sections inférieures du cercle à la section supérieure. Le fils d'une famille classée en dessous de la ligne de partage pourrait parfaitement, par la fréquentation du collège, acquérir le prestige correspondant. Tous les membres des professions libérales pourraient probablement entrer dans cette catégorie dont les manières de vivre, l'élégance et le comportement, en raison de ses rapports avec le monde extérieur, sont étrangers à la paroisse.

La section marquée d'un B comprend tous les propriétaires d'exploitations agricoles. Dans ce groupe, le prestige est fonction de la richesse. Ce prestige n'a que très peu de signification cependant, car il n'est jamais une entrave à la liberté des relations entre les familles de cultivateurs. Les liens familiaux et politiques ont beaucoup plus de force que les avantages découlant de la richesse. Le parent pauvre d'une personne du même parti est une connaissance de loin plus appréciée que le riche opposant politique, membre d'une autre famille. Le prestige exerce ainsi moins d'influence que d'autres facteurs. Il peut ne se révéler qu'au travers des préférences en matière de mariage. Il est toutefois vrai que les familles occupant le haut de la section B envisageront plus aisément que les autres de réserver à leurs enfants les privilèges conduisant à l'admission dans la catégorie supérieure. Mais la paroisse est si petite qu'il y a peu de chances qu'ils y retournent une fois qu'ils en seront sortis avec succès. On peut donc voir dans la section B un ensemble de cliques formées par les liens de la famille et du voisinage. Le passage des générations ne les fait pratiquement pas disparaître. Elles divisent cette section du diagramme depuis le haut jusqu'en bas et groupent également des individus apparaissant en C.

Le croissant C comprend tous les non-cultivateurs. Nous l'avons déjà indiqué, ce groupe réside exclusivement dans le village. Il comprend rentiers, journaliers, employés de banque, petits commerçants, jardiniers et autres semblables. Leur prestige, à eux également, est fonction de leur richesse et les moins fortunés d'entre eux sont aussi

les moins religieux. Le rang social de plusieurs familles de colporteurs ou de trafiquants à la petite semaine est si médiocre qu'elles ne sont pas les bienvenues chez les autres paroissiens. C'est ce que révèle la situation de ceux qui occupent la partie la plus basse du croissant. Pauvres, sales, grands buveurs, voleurs, menteurs, ils n'ont souvent même pas le ressort de cultiver un jardin. Au sommet du croissant, on trouve le charpentier-gérant de banque, le marchand, le forgeron, etc. Dans cette section, les habitudes domestiques varient. Car, à côté des foyers habituels, des célibataires, des vieilles filles et des couples sans enfants y ont leur place. On constate une tendance au déplacement des membres du groupe B, celui des cultivateurs, vers la catégorie des non-cultivateurs. En effet, les rangs des journaliers et des artisans sont ouverts aux enfants non lotis du groupe B.

Dans la mesure où la désignation à des fonctions officielles au sein de la paroisse sanctionne le prestige, ces fonctions ne sont pas dévolues aux gens de la catégorie supérieure. Ces personnes, chacun le sait, prennent une part active aux affaires de la paroisse et même s'en occupent plus que n'importe qui d'autre. Mais, à la vérité, elles sont trop haut placées pour devenir marguilliers ou commissaires d'école et pour se faire élire échevins ou maires. Ces postes s'adressent à des personnes des catégories B et C, pourvu qu'elles n'en soient pas les sujets inférieurs.

Aux tout premiers temps de la colonie, seules existaient les deux catégories A et B. Le curé ainsi que le seigneur et sa famille se distinguaient des habitants. Mais les relations étaient moins réservées entre les deux groupes qu'elles ne le devinrent plus tard, par suite de l'adoucissement des conditions de vie. Autrefois, les membres de la classe supérieure cultivaient la terre. Aujourd'hui, ils ne le font plus. Les plus anciennes paroisses n'ont pas tardé à attirer des artisans vivant de leur travail spécialisé. Ils formèrent l'avant-garde de la section C. Ils ne se différenciaient des cultivateurs que par leur activité économique. Leurs autres façons de vivre étaient identiques. Telle demeura la situation jusqu'à ce que la pression démographique commençât à se faire

sentir par suite du manque de débouchés. Les jeunes agriculteurs non lotis s'installèrent peu à peu au village et gagnèrent leur vie comme journaliers ou hommes de peine. Des hommes et des femmes, mariés ou célibataires, accumulèrent suffisamment d'argent pour vivre de leurs rentes au village. Ces gens-là vinrent augmenter la population non agricole de la paroisse. Leurs manières de vivre, contrairement aux artisans, différaient de celles des agriculteurs. Quant aux plus pauvres parmi les journaliers, ils s'adonnaient Parfois à une existence illégale et immorale qui les isolait du reste des paroissiens. Les modes traditionnels d'existence que la religion sanctionnait étaient impuissants à leur assurer la subsistance. Mais l'oubli des traditions et l'indifférence aux sanctions religieuses engendrèrent l'habitude de critiquer ces dernières qui contrecarraient l'existence des journaliers. La société paroissiale en vint à regarder de haut ce groupe économiquement marginal. Le développement d'une telle attitude ne fit qu'accentuer le comportement asocial des quelques familles dont nous parlons. Une conduite anormale souligne l'altération de leurs manières, leur ignorance poussée des contrôles sociaux. Ces gens-là ne s'adonnent pas seulement à la contrebande des alcools, ils versent dans la prostitution, ils donnent naissance aux enfants naturels de la paroisse. Une foi chancelante les fait s'abstenir de la confession et de la communion ; ils ne pratiquent qu'irrégulièrement.

En tant que groupe, les journaliers mènent une existence dont le caractère économiquement marginal s'exprime dans un éveil de la réflexion sur les méthodes de contrôle de naissances. Sous l'angle économique, les différences de leurs conditions de vie par rapport à celles des cultivateurs créent au sein de la paroisse un conflit ouvert dont les travaux publics sont l'objet. La construction récemment proposée d'une route à travers la paroisse a recueilli l'approbation des villageois non lotis qui y ont vu la promesse de travaux de terrassement. Mais elle a jeté les fermiers dans le camp opposé. Car l'exécution de ce projet morcellera leurs terres, tarira leurs sources, séparera les pâturages des abreuvoirs. Une telle dissension est la conséquence directe de la croissance d'un peuplement de type nouveau qui, à son tour, résulte du

maintien forcé de la population locale à l'intérieur de la paroisse. Le problème des débouchés a modifié le caractère unitaire de la paroisse et a affaibli la puissance des contrôles sociaux sur les éléments nouveaux de la population. Ces phénomènes touchent avec une frappante netteté les villageois non lotis de la deuxième génération qui, dès l'enfance, en ont subi le plein effet.

Le cas des grandes villes comme Québec et Montréal mis à part, les rapports entre la ville et la campagne n'ont engendré aucune dissociation psychologique particulière. La population française des petites villes et bourgades provient dans une si large mesure des régions rurales que la solidarité familiale interdit d'opposer à la « maladresse rustique » un « affranchissement citadin ». Tous les Canadiens français de la ville ont de proches parents à la campagne. Sans doute pourrait-on s'attendre au développement de semblables oppositions si le débouché urbain devait se fermer pour plusieurs générations. Pour l'instant, le clergé rural tente de maintenir les vieilles traditions en attaquant les valeurs urbaines. Mais la nécessité sociale de ces valeurs est telle pour les fils de cultivateurs qu'elle va jusqu'à affaiblir leur confiance dans le clergé.

L'analyse et l'histoire des structures sociales de Saint-Denis ont mis en relief l'interdépendance des diverses couches de la société. On ne peut percevoir sous l'angle d'un facteur unique les modifications qui affectent actuellement les coutumes et les attitudes. Elles sont plutôt le résultat de l'intervention d'une forme particulière de configuration sociale dans un environnement socio-physique original, par l'intermédiaire d'une série de relations historiquement déterminées. Ni la structure, ni l'environnement, ni le hasard ne peuvent expliquer séparément les changements. Le cas de Saint-Denis a mis en lumière des interrelations qui manifestent que l'omission de l'un ou l'autre de ces facteurs fausserait la compréhension réelle du problème.

Fin du texte